



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-NEUVIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Caracas (Venezuela), 24 – 28 avril 2006

TENDANCES ET ENJEUX DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DE LA PÊCHE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES¹

INTRODUCTION

1. Le présent document est la synthèse d'un texte plus ample portant le même titre et analysant à la fois l'évolution tendancielle de l'agriculture dans la région au cours des deux dernières années, et les principaux enjeux pour le développement futur du secteur. Comme dans les documents préparés pour les conférences régionales précédentes, l'examen porte principalement sur quatre domaines thématiques: i) le contexte international; ii) le cadre macroéconomique; iii) le développement sectoriel agricole; et iv) le commerce international des produits agricoles.

I. LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Croissance de l'économie mondiale²

2. Au cours du dernier exercice biennal (2004-2005), la production économique mondiale a marqué une forte progression. En 2004, l'accroissement annuel a été de 4 pour cent en termes réels, ce qui représente un retour au taux de croissance maximum atteint en 2000 et une reprise de la trajectoire ascendante du rythme de croissance économique enregistrée dans la seconde moitié des années 90, puis interrompue par suite de la crise de 2001. Les estimations préliminaires pour 2005 indiquent une poursuite de cette croissance, bien qu'à un rythme plus modéré, d'environ 3,1 pour cent par an.

3. La croissance de l'économie mondiale au cours des deux dernières années a été due principalement à la reprise économique observée en Amérique du Nord, après les épisodes de

¹ Document de synthèse. Il existe également une version élargie de ce document contenant des informations détaillées sur la situation de chaque pays.

² Sauf indication contraire, les données figurant dans cette section sont tirées de la publication du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.

crise boursière et de récession de 2001-2002, ainsi qu'à l'essor remarquable de l'économie chinoise.

4. Le PIB des États-Unis a progressé de 4,2 pour cent en 2004, marquant ainsi une croissance nettement supérieure à celle des années précédentes (0,8 pour cent en 2001, 1,6 pour cent en 2002 et 2,7 pour cent en 2003). Les politiques mises en œuvre pour surmonter la récession ont comporté notamment une baisse des taux d'intérêt, une augmentation des dépenses publiques et diverses réductions d'impôts. Ces mesures ont permis de contenir le ralentissement de l'activité économique dont l'économie de ce pays a souffert dans les années précédentes, et de relancer la croissance. Les dernières estimations prévoient un prolongement de cette période de prospérité relative, bien qu'à un rythme inférieur, 3,5 pour cent en 2005 et 3,3 pour cent en 2006.

5. Toutefois, aux États-Unis, de telles interventions au niveau des politiques macroéconomiques ont également contribué à aggraver à la fois le déséquilibre extérieur (avec un déficit de 668 milliards de dollars en 2004, soit 5,7 pour cent du PIB) et le déficit financier, qui a été supérieur à 4 pour cent du PIB depuis 2002 (alors qu'il n'était que de 0,7 pour cent en 2001). Ces deux indicateurs constituent des facteurs de risque pour la durabilité de la croissance et pourraient engendrer des incertitudes quant à la croissance future de l'économie mondiale.

6. La reprise de l'économie des États-Unis a entraîné dans ce pays une forte croissance de la demande d'importation (10,7 pour cent) après trois années de croissance négative ou faible (-2,7 pour cent en 2001, 3,4 pour cent en 2002 et 4,6 pour cent en 2003). L'accroissement des achats internationaux des États-Unis a fortement stimulé les exportations mondiales, notamment celles de la Chine et d'autres pays d'Asie, au détriment du Mexique et d'autres fournisseurs.

7. L'effet général du renforcement notable de la demande aux États-Unis et en Chine sur le commerce mondial a été très positif, donnant lieu à des taux de croissance sensiblement plus élevés tant en Europe et au Japon que dans le monde en développement.

8. Dans les pays en développement, le retentissement a été particulièrement positif. En Inde, la croissance de l'économie a dépassé 7 pour cent en 2003 et en 2004, soit un taux supérieur à ceux proches de 4 pour cent des années précédentes. Dans les autres pays en développement d'Asie, en 2003 et en 2004 le taux de croissance annuel moyen a été d'environ 6 pour cent. La croissance s'est également accélérée en Afrique, au rythme de 5,3 pour cent par an, soit le meilleur résultat annuel de ces dernières années. Il en est allé de même en Amérique latine et dans les Caraïbes où le taux de croissance a atteint 5,9 pour cent par an, le niveau le plus élevé depuis les années 70.³

Commerce international⁴

9. Une contribution décisive au taux de croissance élevé de la production économique mondiale enregistré dans les dernières années, est venue de l'intensification des échanges internationaux. En 2004, la croissance de 4 pour cent de la production a été accompagnée d'une augmentation de 9 pour cent du commerce international de biens et de services. Pour 2005, on estime que le commerce a continué de croître à un rythme deux fois supérieur à celui de la production, marquant une progression annuelle de 7 pour cent.

10. Le processus de mondialisation – avec tous les changements technologiques et institutionnels qui l'ont alimenté – et le déplacement croissant de la production de produits manufacturés des économies plus avancées vers les pays d'Asie, déterminent une augmentation de la part de la production mondiale destinée au commerce international. Actuellement, la

³ Les chiffres relatifs au taux de croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes sont fournis par la CEPALC; le FMI indique un chiffre légèrement inférieur: 5,6 pour cent.

⁴ Sauf indication contraire, les données figurant dans cette section sont tirées de la publication de l'Organisation mondiale du commerce, *World Trade Report 2005*.

contribution des exportations au PIB est proche de 30 pour cent, tandis qu'elle était de 12 pour cent en 1970 et s'est ensuite maintenue jusqu'en 1994 aux alentours de 20 pour cent.

Contribution de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'économie mondiale⁵

11. Dans le dernier quart de siècle (de 1980 à 2005), la croissance observée en Amérique latine et dans les Caraïbes a été inférieure à celle de toutes les autres régions du monde: à peine 2,4 pour cent par an. Le taux de croissance moyen du PIB mondial a été de 3,4 pour cent par an; dans les pays développés, il a été de 2,8 pour cent; en Asie, de 7,1 pour cent (9,5 pour cent en Chine); au Proche-Orient, de 3,5 pour cent; et en Afrique, de 2,8 pour cent.

12. Cette tendance s'est poursuivie ces dernières années. Depuis le début du siècle actuel, toutes les régions du monde en développement enregistrent une croissance supérieure à la moyenne mondiale (3,8 pour cent par an), à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'Asie a maintenu des taux de croissance élevés (7,3 pour cent); la croissance économique a également marqué une accélération au Proche-Orient (5,1 pour cent) et en Afrique (4,4 pour cent). La croissance moyenne ne demeure faible (2,5 pour cent par an) qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui est préoccupant, avec un taux inférieur à la croissance moyenne du PIB mondial et à peine supérieur à la progression enregistrée par les pays développés pendant la même période (2,1 pour cent par an).

13. Lorsque l'on introduit des variables démographiques et le poids des valeurs absolues auxquelles s'appliquent les taux de croissance, la confrontation du dynamisme économique des régions en développement avec celui des pays industrialisés, donne des résultats particulièrement inquiétants. Alors qu'en 1980, en Amérique latine et dans les Caraïbes, le PIB par habitant équivalait à plus de la moitié de la moyenne enregistrée dans les pays industrialisés (55 pour cent), en 2004 il n'en représentait plus qu'un tiers (35 pour cent). Au Proche-Orient, le rapport est tombé de 44 à 28 pour cent, et en Afrique de 18 à 10 pour cent. Même en Asie, malgré un accroissement rapide, le niveau du PIB par habitant ne représente que 17 pour cent de celui des pays développés.

14. Celui qui se dessine est un monde de plus en plus intégré et interdépendant, mais aussi plus polarisé, où le fossé économique se creuse. Dans le meilleur des cas (Asie), la progression est si lente qu'il faudrait plusieurs décennies d'une croissance économique rapide et soutenue pour commencer à s'approcher des niveaux du PIB par habitant enregistrés dans les pays industrialisés. Or, dans la plupart des cas, non seulement l'écart entre le niveau du PIB par habitant des pays industrialisés et celui des pays en développement, ne diminue pas, même lentement, mais il tend au contraire à s'accroître.

15. Parallèlement à l'interdépendance croissante entre les pays et au développement accéléré des transports et des échanges internationaux, on observe une forte polarisation dans les niveaux de vie. Bien entendu, de telles conditions favorisent fortement l'émigration. Les moyens à disposition pour les mouvements internationaux de capitaux, de marchandises, de services, d'informations, de technologies ou d'idées sont de plus en plus nombreux; dans un tel contexte, les restrictions imposées aux déplacements de populations, face à un désir d'émigrer grandissant, provoquent de graves tensions sociales et des conflits politiques aux frontières entre les deux mondes.

⁵ Sauf indication contraire, les estimations présentées dans cette section sont basées sur les chiffres tirés de la publication du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.

II. LE CADRE MACROÉCONOMIQUE⁶

Croissance économique

16. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'économie a progressé de 5,9 pour cent en 2004, le taux de croissance annuel moyen le plus élevé depuis les années 70. Cette avancée s'est ajoutée à la croissance de 2 pour cent atteinte en 2003, au début de la reprise économique mondiale, après deux années de crise et de récession (croissance du PIB régional de 0,3 pour cent en 2001 et de -0,8 pour cent en 2002). Pour 2005, les estimations indiquent une croissance réduite (4,3 pour cent) tandis qu'un nouveau ralentissement est prévu pour 2006 (3,8 pour cent).

17. Le dynamisme de l'économie mondiale a joué un rôle prépondérant dans la croissance économique exceptionnelle enregistrée par l'Amérique latine et les Caraïbes en 2004. La progression généralisée et la forte expansion du commerce international ont déterminé une augmentation de la demande de matières premières et un renchérissement des produits de base, donnant une forte impulsion aux exportations régionales, surtout dans les pays du Cône Sud. Les exportations régionales ont marqué une avancée remarquable de 22,9 pour cent en 2004, après avoir progressé de 8,9 pour cent en 2003, ce qui a fortement stimulé la production, le transport et l'ensemble de l'activité économique, créant de nouvelles possibilités d'emploi et d'investissement.

18. Les faibles taux d'intérêt dans le système financier international et la rentabilité prévue dans les économies d'Amérique latine et des Caraïbes, ont à nouveau attiré des flux positifs d'investissements étrangers directs dans la région. Les frais financiers ont diminué, favorisant la rentabilité, l'investissement et la croissance. Cela s'est accompagné de meilleurs niveaux d'emploi et d'un accroissement de la masse salariale. Le taux de chômage n'a pas reculé, car la croissance de l'emploi a été compensée par une augmentation de la population active disponible, et notamment par une participation accrue des femmes sur le marché du travail; d'autre part, les salaires sont restés le plus souvent stagnants. Toutefois, l'augmentation de la masse salariale par suite de l'amélioration des niveaux d'emploi, ainsi que les prévisions favorables à moyen terme, ont favorisé la croissance de la demande intérieure, produisant un nouvel élément de dynamisme qui s'est ajouté à l'effet de l'accélération de la demande extérieure.

19. L'impact positif sur la croissance a été général dans les pays de la région. Dans 30 des 33 pays, le taux de croissance enregistré pendant la période biennale 2003-2004 a été supérieur à celui qui avait été atteint au cours des deux années précédentes. Les estimations préliminaires pour le prochain exercice (2005 et 2006) indiquent une croissance annuelle moyenne se situant entre 2,5 et 4,5 pour cent pour la plupart des pays de la région.

Vulnérabilité et instabilité de la croissance

20. Les taux de croissance relativement satisfaisants des dernières années marquent le début de la cinquième période de croissance de ce dernier quart de siècle, ce qui témoigne de l'extrême instabilité du processus de croissance économique dans la région. Dans la totalité des cas, la crise qui a mis fin au cycle de croissance positive dans la région a été liée à des circonstances internationales. Au début des années 80, il s'agissait de la crise de la dette extérieure; à la fin de cette même décennie, les processus d'hyperinflation dus aux ajustements dérivant de la crise de la dette; en 1995, l'effet «tequila»; en 1999, la crise asiatique et le moratoire russe; et en 2001-2002, la crise boursière. Dans une perspective à moyen terme, l'évolution de l'économie régionale suit d'une façon générale les fluctuations de l'économie mondiale, mais avec une bien plus grande instabilité.

⁶ Sauf indication contraire, les chiffres indiqués dans le présent chapitre sont extraits de la publication de la CEPALC, *Estudio Económico 2004-2005*.

21. Ces crises successives impliquent une grande fréquence des années de croissance économique négative ou très faible; elles contribuent donc à réduire considérablement le taux de croissance moyen à moyen et à long termes. Des fluctuations aussi fréquentes et marquées comportent également des coûts économiques et sociaux élevés. Chaque crise entraîne des déséquilibres macroéconomiques, des pertes d'emploi, une aggravation des conditions de l'endettement public et privé, une érosion de la confiance des investisseurs, une discontinuité des programmes de développement et une détérioration des institutions. Dans la phase ascendante du cycle, la reprise n'est ni immédiate ni complète dans aucun de ces domaines; elle est au contraire lente et partielle. Dans la réalité de la fréquence des crises économiques dans la région, le processus de redressement a été interrompu à diverses reprises par l'apparition d'une nouvelle crise. De ce fait, au cours du dernier quart de siècle, l'évolution du PIB régional a été faible, instable et particulièrement vulnérable.⁷

22. L'Amérique latine et les Caraïbes sont plus vulnérables que les autres régions en développement aux changements de l'économie mondiale, et cela pour trois raisons principales⁸:

- i) La contribution des exportations à l'économie régionale est plus faible que dans toutes les autres régions en développement.
- ii) En termes relatifs, la région est celle qui reçoit les flux de capitaux extérieurs les plus importants, qui tendent à avoir un caractère procyclique.
- iii) Le surendettement rapide de la région et la nécessité de procéder à des renégociations répétées ont créé les conditions de financement extérieur les moins favorables.

23. L'effet conjugué des trois facteurs indiqués – une moindre autonomie au niveau du pouvoir d'achat extérieur, une plus grande dépendance à l'égard des flux internationaux d'investissement et un lourd endettement extérieur – détermine une forte vulnérabilité des économies régionales vis-à-vis du contexte international. Les fluctuations des conditions internationales retentissent plus lourdement sur la croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans les autres régions en développement.

24. Les flux et les reflux dans le contexte international échappent au contrôle des pays de la région. Les crises économiques continueront très probablement de se succéder, en retentissant sur l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Toutefois, le degré de vulnérabilité et la profondeur des effets négatifs dépendent aussi des conditions et des politiques intérieures. On peut signaler entre autres facteurs: l'équilibre relatif des transactions courantes, la participation de l'épargne interne au financement du développement, le niveau du déficit financier, la qualité du système financier et du contrôle des institutions bancaires, les politiques de change, la réglementation des entrées de capitaux et le cadre des politiques macroéconomiques⁹.

⁷ La question ne sera pas développée dans la présente version abrégée, mais une quatrième caractéristique de la croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes est la concentration, responsable du fait que la région présente la répartition des revenus la plus inégale du monde.

⁸ Pour un exposé plus détaillé des raisons de la vulnérabilité supérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes aux changements intervenant dans le contexte international, voir la publication FAO « *Tendencias y desafíos de la agricultura, los montes y la pesca en América Latina y el Caribe – 2004* ».

⁹ Voir la publication FAO « *Tendencias y desafíos de la agricultura, los montes y la pesca en América Latina y el Caribe – 2004* ».

III. DÉVELOPPEMENT AGRICOLE¹⁰

Croissance sectorielle

25. Le PIB agricole de l'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté de 3,6 pour cent en 2004, ce qui vient s'ajouter à l'accroissement de 4 pour cent enregistré en 2003. Il s'agit ainsi de la progression la plus forte sur deux années consécutives observée en plus de deux décennies. Cela porterait également le taux de croissance sectorielle depuis le début du siècle actuel à 3,3 pour cent par an, soit une moyenne supérieure à celle des années 80 (1,9 pour cent par an) et 90 (2,7 pour cent par an).

26. La tendance à une plus grande stabilité au niveau de la croissance sectorielle de la région se confirmerait, sans les importantes fluctuations observées durant les décennies précédentes. Pour neuf des onze dernières années, la progression du PIB agricole régional s'est établie entre 2 et 4 pour cent (elle n'a été inférieure à 2 pour cent qu'une seule année et légèrement supérieure à 4 pour cent au cours d'une autre).

27. Les écarts entre les pays sont toutefois considérables. La plupart des pays de la CARICOM présentent un taux de croissance négative du PIB agricole depuis le début du siècle actuel. En revanche, un autre pays des Caraïbes, le Belize, ainsi que le Chili et les pays du MERCOSUR, à l'exception de l'Argentine, ont atteint un taux de croissance annuel moyen de plus de 5 pour cent.

Contribution au PIB global

28. En 2004, le secteur a contribué à hauteur de 5,9 pour cent au PIB régional. Ce pourcentage confirme le lent fléchissement de la part de l'agriculture dans l'économie globale. Au cours des 25 dernières années, l'écart entre les deux années aux valeurs extrêmes n'a été que d'un seul point, avec une contribution de 6,9 pour cent en 1985 et de 5,9 pour cent en 2004.

29. Les chiffres relatifs à la part de l'agriculture dans l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes sont inférieurs à ceux enregistrés jusqu'à l'an dernier, en raison d'un changement dans l'année de référence des prix. Selon les derniers calculs, aux prix constants de 2000, tant le PIB global que celui du secteur sont plus élevés; alors que les prix utilisés auparavant étaient ceux de 1995, ce qui donnait une tendance similaire dans le temps, mais légèrement supérieure aux valeurs actuelles. Dans la plupart des pays, les matrices des intrants et des produits, actualisées aux prix de 2000, font apparaître une diminution des prix relatifs des produits agricoles, c'est-à-dire que l'actualisation a établi une contribution moindre de l'agriculture dans l'économie, qui n'apparaissait pas lorsque l'on utilisait les anciens prix relatifs.

30. Dans le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, la part de l'agriculture dans l'économie est relativement stable. Bien que cette contribution puisse présenter des variations selon les pays, les oscillations moyennes régionales semblent être davantage le produit des fluctuations du PIB global que celui de changements dans la situation de l'agriculture.

31. Pour établir la tendance à la baisse de la contribution de l'agriculture au PIB global de la région, deux considérations sont importantes:

- i) la grande variabilité existant entre les pays;
- ii) le caractère insuffisant de ce coefficient pour établir l'importance de l'agriculture ou estimer sa contribution au développement.

¹⁰ Les informations concernant le PIB proviennent de la CEPALC; pour les autres variables, les données utilisées sont tirées de FAOSTAT.

32. Dans onze des 33 pays de la région – répartis dans toutes les sous-régions – le PIB agricole représente plus de 10 pour cent du total (atteignant jusqu'à 32 pour cent dans le cas du Guyana).

33. L'importance stratégique de l'agriculture est bien plus grande que sa contribution au produit intérieur brut. La production agricole est à la base d'une grande partie des activités manufacturières et commerciales intérieures; d'autre part, plusieurs des principaux secteurs d'exportation sont agro-industriels. Contrairement à la contribution de l'agriculture au PIB, l'intégration verticale ne tend pas à diminuer au sein du processus de développement, au contraire les liens et les effets multiplicateurs de la production agricole tendent à être d'autant plus importants que le niveau de développement s'élève. L'efficacité du secteur agroalimentaire, à travers le coût des aliments, se répercute sur les revenus et les salaires réels de l'ensemble de la population. L'agriculture constitue le fondement même du développement rural; elle revêt également une grande importance pour les questions transversales de développement, telles que la gestion efficace et durable des ressources naturelles, l'environnement durable, la réduction de la pauvreté, les équilibres régionaux, l'aménagement du territoire, etc.

Production agricole et animale

34. En 2004, la production agricole et animale de l'Amérique latine et des Caraïbes a atteint une valeur de 185 milliards de dollars.¹¹ Ce chiffre indique une croissance annuelle de 2,8 pour cent, qui s'ajoute à la progression de 5,2 pour cent enregistrée en 2003. Le taux de croissance à moyen terme pour le début du siècle (2000-2004) a ainsi été de 3,5 pour cent par an, supérieur à celui des décennies précédentes (2,3 pour cent dans les années 80 et 3 pour cent dans les années 90).

35. Ce taux de croissance élevé est en grande partie attribuable au Brésil, où la production a augmenté de 6 pour cent par an entre 2000 et 2004. Mis à part le Brésil, deux pays de la région seulement présentent des taux de croissance annuels moyens supérieurs à 4 pour cent: le Paraguay (6,6 pour cent) et les Bahamas (4,2 pour cent). À l'autre extrémité, six pays enregistrent une croissance négative, tandis que dans huit autres pays l'avancée de la production est inférieure à 1 pour cent par an.

36. La valeur de la production agricole et animale en 2004 a été attribuable à hauteur de 57 pour cent aux cultures et pour 43 pour cent aux produits de l'élevage. Cette proportion est pratiquement stable depuis 1993; la production agricole, dont la progression était jusque-là inférieure à celle de la production animale, a le même taux de croissance à moyen terme.

Production agricole (cultures)

37. En 2004, la production agricole régionale (cultures) a atteint la valeur record de 106 milliards de dollars, dépassant ainsi les 104 milliards de 2003. Bien que l'accroissement en pourcentage ait été inférieur à celui de l'année précédente, 1,6 pour cent seulement, il a néanmoins constitué une avancée par rapport à la valeur élevée de 2003, lorsque le taux de croissance avait été de 7,1 pour cent.

38. Les progrès réalisés (notamment les bonnes années agricoles de 2001 et 2003) ont contribué à renforcer le taux de croissance en ce début de siècle, confirmant ainsi la reprise de la croissance de l'agriculture régionale entamée en 1993. La progression enregistrée entre 1993 et 2004 (3,5 pour cent par an) détermine le taux à moyen terme le plus élevé depuis plusieurs décennies.

¹¹ Valeur de la production agricole et animale aux prix moyens pendant la période triennale 1999-2001. Il n'est pas tenu compte de la valeur de la production régionale de produits forestiers et de la pêche.

39. Les deux tiers du taux de croissance agricole (66 pour cent du total) sont attribuables à l'expansion de la superficie cultivée (l'effet superficie explique 2,3 pour cent de l'accroissement de production). L'amélioration des rendements physiques par hectare a contribué à hauteur de 43 pour cent à l'augmentation de la valeur de la production (l'effet rendement explique 1,5 pour cent de l'accroissement de production). La croissance relative des cultures économiquement moins intensives détermine une diminution du taux de la valeur de la production équivalent à 9 pour cent du total (l'effet des changements dans la composition des cultures produit un effet négatif de -0,3 pour cent).

40. Actuellement, près des deux tiers de la valeur totale de la production agricole (cultures) proviennent principalement de trois groupes de produits: céréales, oléagineux et fruits. La valeur de la production de chacun de ces groupes est équivalente, chacun représentant 21 pour cent de la valeur totale de la production agricole de la région. Le restant (37 pour cent) est attribuable aux produits suivants: sucre (12 pour cent), légumes (8 pour cent), café et épices (7 pour cent), racines et tubercules (5 pour cent), légumineuses (2,5 pour cent) et fibres et caoutchouc (2,5 pour cent).

41. Ces dernières années (de 2000 à 2004), la croissance relative la plus forte est celle des oléagineux (8,4 pour cent par an). La valeur de ces produits s'est toutefois affaiblie en 2004 par rapport au résultat enregistré en 2003, en raison notamment d'une baisse de rendement des cultures de soja dans les pays du MERCOSUR où la production a fléchi, malgré une expansion de la superficie cultivée, par effet de conditions climatiques défavorables, et surtout de la sécheresse. Au niveau de la production mondiale, ce recul a été compensé par un meilleur rendement des cultures de soja aux États-Unis.

42. Le boom du soja a largement contribué à l'accélération de la croissance de la production sectorielle dans la région et d'après les conditions du marché, ce dynamisme devrait être durable à moyen terme. Il faudra toutefois faire face aux divers problèmes qui affectent déjà le développement de cette culture. Les carences au niveau des infrastructures de transport et de stockage constituent d'importants goulots d'étranglement. D'autre part, la monoculture du soja présente une grande vulnérabilité, ce qui affaiblit les rendements et alourdit les coûts en raison des indispensables mesures de prévention et de lutte à mettre en œuvre. Il se pourrait également qu'il soit nécessaire dans le futur de payer des droits sur cette semence transgénique.

Production animale

43. En 2004, la production animale de la région a atteint une valeur de 79 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 4,5 pour cent par rapport à l'année antérieure. Cette progression est la plus forte depuis 1999. En moyenne, entre 2000 et 2004, la production animale a augmenté au rythme de 3 pour cent par an, contre une croissance de 3,8 pour cent au cours de la décennie précédente (1990-2000).

44. Le secteur le plus dynamique est celui de la production de viande de volaille qui a progressé de 8,8 pour cent en 2004, avec un accroissement annuel moyen de 6,4 pour cent depuis le début du siècle. Ce taux est toutefois inférieur à la croissance de 9,2 pour cent par an enregistrée au cours de la décennie précédente.

45. Un autre secteur particulièrement actif entre 2000 et 2004 est celui de la viande de porc, qui a marqué une croissance moyenne de 3,4 pour cent par an. La production de viande de bœuf augmente à un rythme légèrement inférieur (2,3 pour cent) tandis que les autres produits enregistrent un accroissement égal ou inférieur à 1 pour cent par an; la production de laine est elle aussi en recul.

46. Le secteur de production le plus important demeure celui de la viande bovine qui représente 40 pour cent de la valeur de la production animale régionale. Toutefois, grâce à son dynamisme, la part de la production de volaille dans la valeur totale des produits animaux augmente rapidement et représente actuellement 24 pour cent du total, soit deux fois sa contribution en 1990. Si l'on y ajoute la valeur de la production d'œufs, cette contribution atteint

30 pour cent de la valeur totale de la production animale. Les autres produits ayant une part importante dans la valeur de la production animale régionale, sont le lait (21 pour cent) et la viande de porc (7 pour cent).

47. Le développement des secteurs de production dynamiques (volaille, porc, bœuf et lait) ouvre des perspectives en matière de demande qui devraient en assurer la durabilité à moyen terme. Il est toutefois essentiel d'apporter une réponse à des problèmes qui constituent de graves entraves, notamment dans le domaine de la santé et de ses liens avec le commerce international. La coopération internationale est cruciale pour la prévention et la lutte contre les maladies transfrontières. Les procédures de certification et de traçabilité doivent également permettre de traduire les avantages sanitaires en de meilleures conditions commerciales.

Production forestière

48. En 2004, la production forestière a connu une lente progression. Les secteurs les plus dynamiques ont enregistré un taux de croissance modéré: le papier et le carton (3,4 pour cent) et la pâte à papier (3,3 pour cent), même si dans ce dernier cas cet accroissement s'est ajouté à la forte avancée de 16,2 pour cent observée l'année précédente. La production des autres secteurs est restée stationnaire.

49. Ce faible dynamisme caractérise la production forestière depuis plusieurs années déjà. Dans tous les cas, sauf pour le papier et le carton, le taux de croissance moyen depuis le début du siècle est inférieur à l'accroissement moyen enregistré au cours de la décennie précédente. Par ailleurs, la plupart des pays connaissent des difficultés à assurer un approvisionnement efficace en produits forestiers.

50. L'Amérique latine et les Caraïbes abritent 954 millions d'hectares de forêts naturelles, soit 26 pour cent du couvert forestier mondial. Or, la perte annuelle nette de superficie forestière atteint 4,7 millions d'hectares, c'est-à-dire 65 pour cent des pertes enregistrées au niveau mondial. Un tel taux de perte par rapport aux ressources disponibles indique une situation particulièrement grave dans la région.

51. Dans la région, à l'exception de deux ou trois pays, le développement forestier s'avère insatisfaisant et sans aucune amélioration notable. Il est nécessaire d'orienter l'action de ceux qui en ont la jouissance vers une gestion durable et efficace des ressources forestières, grâce à un renforcement des capacités institutionnelles et à de nouveaux mécanismes.

Production halieutique¹²

52. En 2003, la production halieutique et aquacole totale a atteint près de 15 millions de tonnes, dont 93 pour cent provenaient des pêches de capture et 7 pour cent de l'aquaculture. Ce volume a représenté un recul de 13 pour cent par rapport au chiffre enregistré en 2002, attribuable principalement à une diminution des débarquements d'anchois et de chinchards (53 pour cent du total des prises débarquées), espèces presque exclusivement destinées à la production de farine de poisson et dont l'abondance varie considérablement selon les conditions du milieu.

53. L'exclusion des deux espèces indiquées (anchois et chinchards) du total des captures marines fait apparaître à partir de 1998 une tendance à la baisse persistante de 2,6 pour cent par an pour toutes les autres prises marines, révélatrice de la surexploitation de la plupart des ressources halieutiques de la région.

54. Aux fins du développement des pêches de la région, il est urgent d'établir des normes et de mettre en place des systèmes d'exploitation et des dispositifs institutionnels pour l'exploitation

¹² Données de FISHSTAT Plus.

des ressources et la commercialisation des produits, qui assurent une gestion responsable des pêches.

IV. COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES¹³

Balance commerciale

55. En 2004, les exportations de produits agricoles, animaux et forestiers de l'Amérique latine et des Caraïbes ont atteint 81 milliards de dollars, ce qui a représenté un accroissement de 18,2 pour cent par rapport à l'année antérieure, durant laquelle elles avaient déjà progressé de 16,2 pour cent. La croissance cumulée de ces deux années est ainsi l'une des plus fortes jamais enregistrées sur plusieurs années consécutives.

56. Malgré la forte progression des exportations sectorielles observée ces dernières années, leur contribution au total des produits exportés est en rapide régression du fait de l'accélération des exportations de produits industriels et miniers. En 2004, la part des produits agricoles, animaux et forestiers dans le total des biens exportés a atteint 17,4 pour cent (en comptant les exportations de produits de la pêche, cette contribution se situerait aux alentours de 19 pour cent)¹⁴. En 1980, elle avait représenté 34 pour cent et en 1990, 28 pour cent. Toutefois, l'importance de l'agriculture dans le commerce extérieur de la région se traduit à la fois par une contribution encore importante des exportations agricoles et par l'utilisation intensive d'intrants d'origine agricole, animale et forestière dans une grande partie des exportations de produits manufacturés.

57. Les importations agricoles, animales et forestières ont atteint un total de 41 milliards de dollars, ce qui représente une progression de 9,1 pour cent par rapport à l'année précédente et une contribution de 9,3 pour cent au total des biens importés par la région. En comptant les importations de produits de la pêche, cette contribution représenterait environ 9,5 pour cent du total des produits importés.

58. En 2004, la balance commerciale des produits agricoles, animaux et forestiers a marqué un excédent de 40 milliards de dollars, un résultat très important pour les comptes extérieurs de la région.

59. Tant les exportations que l'excédent commercial tendent toujours plus à se concentrer dans certains pays de la région. Les exportations et le solde positif sont en rapide augmentation au Brésil et dans les pays du Cône Sud, tandis qu'au Mexique et dans les pays des Caraïbes le déficit de la balance sectorielle se creuse de plus en plus.

Commerce international des produits agricoles (cultures)

60. En 2004, les exportations agricoles de la région ont atteint 61 milliards de dollars, soit une croissance de 15,4 pour cent par rapport à 2003, année durant laquelle elles avaient déjà progressé de 17,4 pour cent; l'accroissement cumulé enregistré durant ces deux années a donc été exceptionnel.

61. Les exportations agricoles représentent 70 pour cent du total des exportations sectorielles. Cette contribution est restée relativement stable en ce début de siècle, bien qu'à un niveau nettement inférieur à celui des décennies précédentes (en 1980, elle était de 81 pour cent et en 1990, de 76 pour cent).

¹³ Sauf indication contraire, les données indiquées dans ce chapitre proviennent de FAOSTAT.

¹⁴ Aucune information n'est encore disponible concernant le commerce international de produits de la pêche pour l'année 2004.

62. Les importations agricoles ont atteint un total de 26 milliards de dollars en 2004, avec une progression de 10 pour cent par rapport à l'année précédente, pendant laquelle elles avaient déjà augmenté de 11 pour cent. Ces importations représentent 20 pour cent du total sectoriel.

63. La balance excédentaire de ces produits s'établit à 35 milliards de dollars et constitue la plus grande partie de l'excédent commercial du secteur.

Commerce international des produits de l'élevage

64. En 2004, les exportations régionales de ces produits ont atteint 13,5 milliards de dollars, ce qui a représenté un accroissement remarquable de 45,3 pour cent par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle la progression avait déjà été de 21,3 pour cent. La valeur des exportations de produits animaux a doublé en 2004 par rapport à l'année 2000 (taux de croissance annuel moyen de 19 pour cent).

65. Grâce à cette croissance accélérée, la contribution des exportations de produits animaux au total des exportations sectorielles est passée de 10,9 pour cent en 2000 à 15,4 pour cent en 2004.

66. Les importations de produits de l'élevage ont elles aussi augmenté en 2004, atteignant 8,6 milliards de dollars, soit un accroissement de 13,4 pour cent par rapport à l'année précédente. Toutefois, une partie de cette avancée est allée compenser les fléchissements enregistrés en 2002 et en 2003. Le taux de croissance moyen des importations de produits animaux en ce début de siècle est donc relativement faible, de 3,3 pour cent par an.

67. La région a enregistré pour la première fois, en 2004, un important excédent de 5 milliards de dollars, dans le commerce des produits de l'élevage.

Commerce international des produits forestiers

68. En 2004, l'Amérique latine et les Caraïbes ont effectué des exportations de produits forestiers d'une valeur de 5,8 milliards de dollars, tandis que le total des importations de ces produits s'est établi à 6,3 milliards de dollars. C'est-à-dire que, conformément à la tendance enregistrée depuis plusieurs décennies, les achats et les ventes ont été plus ou moins équivalents, et le solde net réduit. Le déficit de cette dernière année a atteint 450 millions de dollars, marquant ainsi un solde légèrement négatif pour la huitième année consécutive.

69. Ces dernières années, les exportations sont restées stationnaires, même si celles de 2004 sont en léger recul par rapport aux ventes de 2000 (6 milliards de dollars). Il en va de même pour les importations, qui sont passées de 7 milliards de dollars en 2000 à leur niveau actuel de 6,3 milliards de dollars.

70. La contribution des produits forestiers au commerce international sectoriel est relativement faible, ceux-ci représentant 7 pour cent des exportations et 15 pour cent des importations.

Commerce international des produits de la pêche¹⁵

71. En 2003, les exportations de poisson et de produits de la pêche ont atteint une valeur de 7,325 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,4 pour cent par rapport à l'année précédente. Toutefois, dans une perspective à moyen terme, un fléchissement se dégage clairement à partir de 1997, année pendant laquelle la valeur des exportations a atteint un sommet de 7,7 milliards de dollars. Depuis lors, la tendance des exportations régionales de produits de la pêche est à la stagnation, tout comme celle qui a été observée au niveau mondial ces dernières

¹⁵ Données de FISHSTAT Plus.

années, ce qui témoigne du rebondissement à l'échelon régional de facteurs limitants de portée générale¹⁶.

72. Les importations ont toujours été faibles, de l'ordre de un milliard de dollars, voire moins, et peu variables. La balance est donc excédentaire et dépend principalement des changements enregistrés au niveau des exportations. Ces dernières années, du fait de la stagnation des ventes, l'excédent s'est maintenu aux alentours de 6 milliards de dollars.

V. PRINCIPAUX ENJEUX¹⁷

73. **Assurer une croissance économique durable.** Les crises répétées ont contribué à affaiblir le taux de croissance moyen, qui est inférieur à celui des autres régions en développement, et à alourdir les coûts économiques et sociaux. Un approfondissement des réformes macroéconomiques s'impose, mais il est également indispensable de réduire la vulnérabilité aux fluctuations de l'économie mondiale, en renforçant l'équilibre de la balance des comptes courants et la discipline financière, en améliorant les systèmes financiers et la supervision des institutions bancaires, en établissant des politiques de change qui permettent des prévisions correctes, et des politiques complémentaires de réglementation des entrées de capitaux. Conjointement à l'amélioration du cadre macroéconomique, il faudra mettre en place un ensemble de politiques microéconomiques, visant à supprimer les goulots d'étranglement de la croissance dérivant de carences d'infrastructures et de l'absence de services, en portant une attention particulière au développement des petites entreprises. Il est essentiel de parvenir à un développement institutionnel qui favorise la confiance des investisseurs, garantisse le respect de la loi et des contrats, et assure un cadre clair et socialement équitable quant aux droits de propriété.

74. **Assurer l'intégration verticale du développement agricole.** La marginalisation dont le milieu rural a toujours été victime, a bien souvent été la cause du détachement d'une grande partie de l'activité agricole des processus plus dynamiques de la croissance économique. Bien que l'agriculture soit à la base de nombreuses activités productives dans les pays de la région, les canaux de jonction sont généralement très étroits, avec des marges importantes pour certains agents et des coûts de transaction élevés pour une bonne partie des producteurs agricoles. La coopération entre l'État et les producteurs des différentes chaînes de production sera fondamentale pour la résolution de problèmes spécifiques et la mise en place de mesures d'intégration.

75. **Réponse stratégique pour le développement agricole (cultures) dans les pays aux ressources naturelles restreintes.** La croissance agricole de la région tend de plus en plus à se concentrer dans les pays au meilleur potentiel productif, c'est-à-dire le Brésil et les pays du Cône Sud. Le développement agricole fondé sur l'expansion des superficies cultivées pour la production à grande échelle de produits de base, qui s'avère efficace dans cette sous-région, serait difficilement le meilleur chemin pour développer l'agriculture et l'élevage dans de nombreux pays de la région ayant des ressources, des caractéristiques et des conditions environnantes différentes. Ces pays doivent non seulement pouvoir compter sur un cadre de politiques macroéconomiques sectoriellement neutre et des dispositifs institutionnels pour l'exploitation des ressources naturelles qui en favorisent l'utilisation durable, mais aussi assurer des processus à moyen et à long termes pour intensifier la production, déployer des chaînes de production intégrées, exploiter les créneaux de marché et mettre en œuvre des technologies et des systèmes de gestion efficaces.

76. **Lutte contre les maladies transfrontières.** Pour les gouvernements et la coopération technique internationale, le défi à relever est celui d'assigner aux mesures sanitaires la priorité voulue et les ressources budgétaires nécessaires, de mettre en œuvre des programmes de

¹⁶ FAO, 2004. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – 2004.

¹⁷ La version élargie de ce document développe des enjeux qu'il n'a pas été possible d'examiner ici, et concernant notamment les questions du renforcement de l'équité, de la réduction de la pauvreté et de la réalisation de la sécurité alimentaire. Le texte intégral traite également des enjeux plus spécifiques liés à certains aspects du développement rural, de la production agricole et du commerce international des produits agricoles.

formation pour le diagnostic, la surveillance épidémiologique et l'analyse des risques, et de mettre en place des dispositifs institutionnels qui garantissent l'efficacité et l'efficacités de ces mesures pour le développement de la production animale. Actuellement, la lutte contre la grippe aviaire représente une priorité certaine.

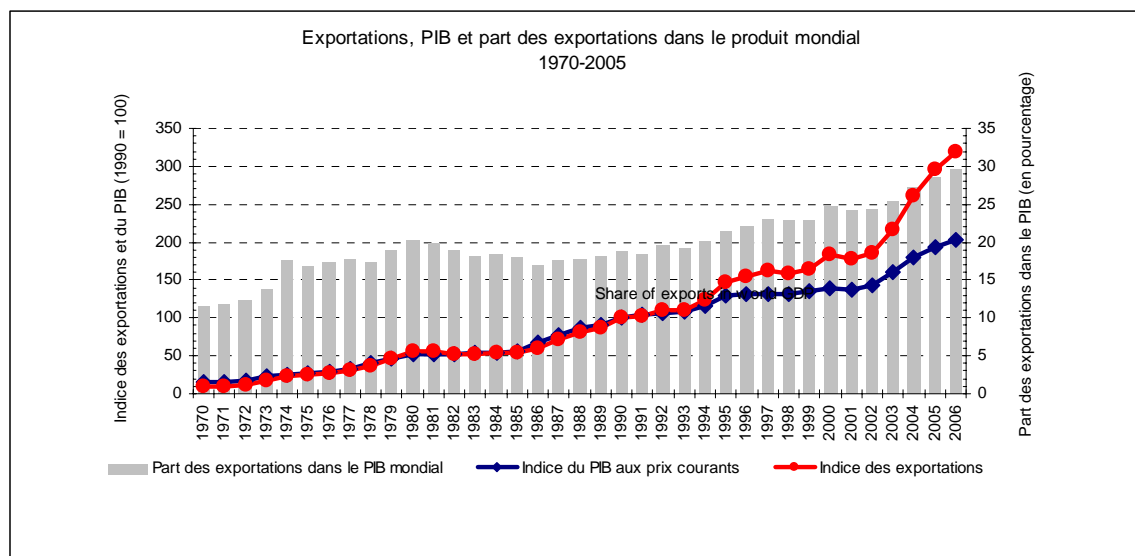
77. **Déséquilibre entre la production forestière et son potentiel.** La décision politique pour l'établissement de dispositifs institutionnels efficaces – en termes notamment de droits de propriété, de politiques de soutien et de systèmes technologiques et de gestion – est essentielle pour assurer une meilleure exploitation des ressources forestières et ralentir la grave accélération du déboisement.

78. **Reconstitution et exploitation durable des ressources halieutiques.** La grave surexploitation des ressources rend évidente la nécessité de nouveaux dispositifs institutionnels qui orientent l'action des intervenants vers une exploitation durable des pêches.

79. **Élimination des barrières commerciales.** Les objectifs de libéralisation du commerce des négociations internationales sont essentiels pour réduire les distorsions sur les marchés des produits agricoles qui entravent la croissance des exportations régionales. Les barrières commerciales non tarifaires ont elles aussi une grande importance, notamment celles qui sont érigées pour des raisons de santé, de qualité ou d'innocuité. Les progrès au niveau des contrôles et de la certification sont fondamentaux pour lutter contre une telle forme de protectionnisme. La traçabilité et l'adoption de bonnes pratiques agricoles revêtent une importance particulière dans les stratégies adoptées par les gouvernements pour préserver et renforcer la compétitivité des exportations agricoles de la région.

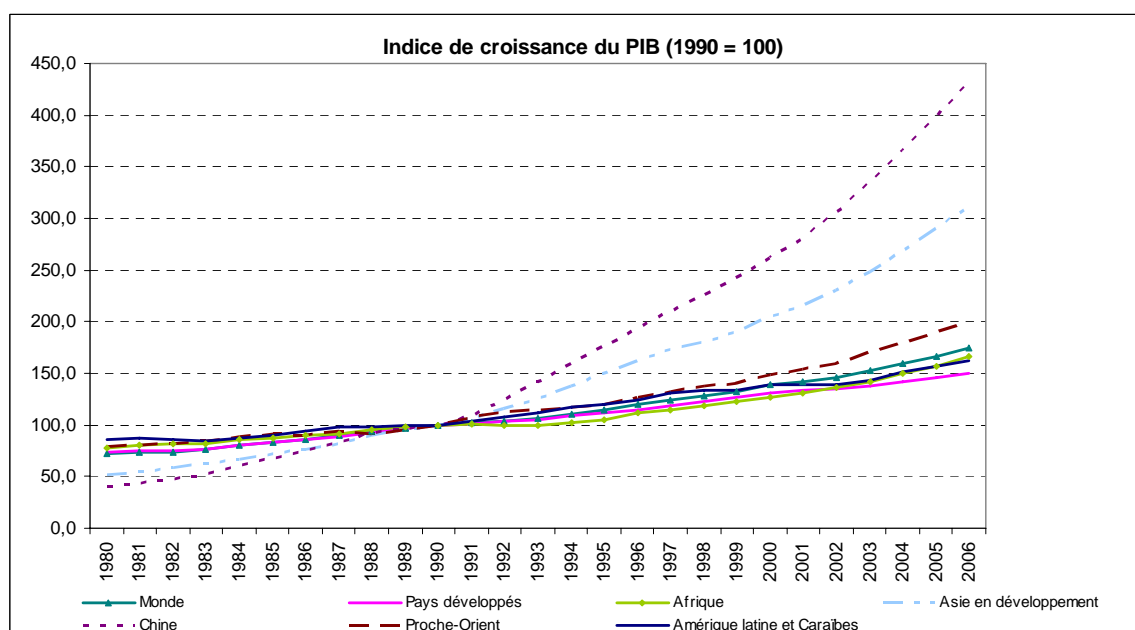
Annexe 1

Graphique 1



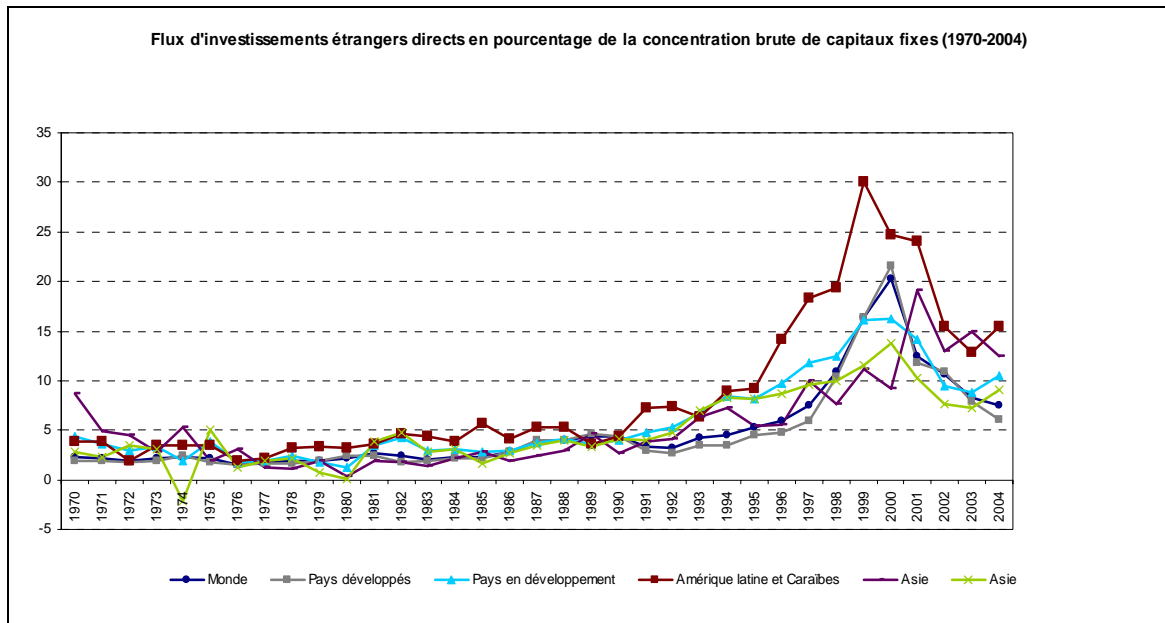
Source: FAO/RLC à partir de chiffres du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.

Graphique 2



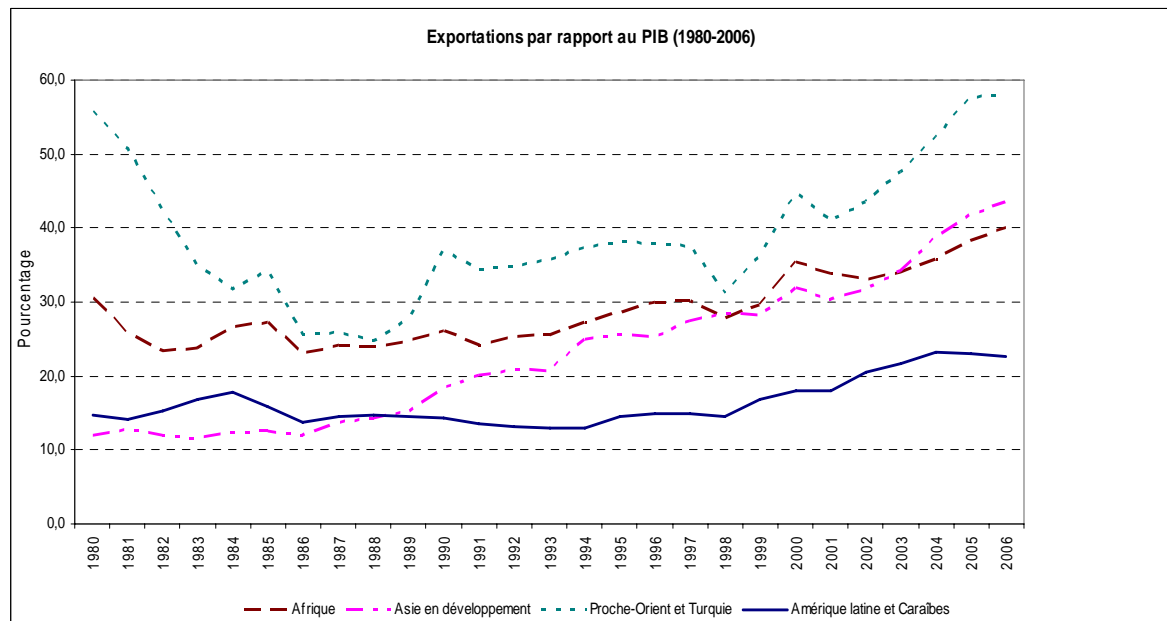
Source: FAO/RLC à partir de chiffres du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.
L'Asie en développement comprend la Chine.

Graphique 3



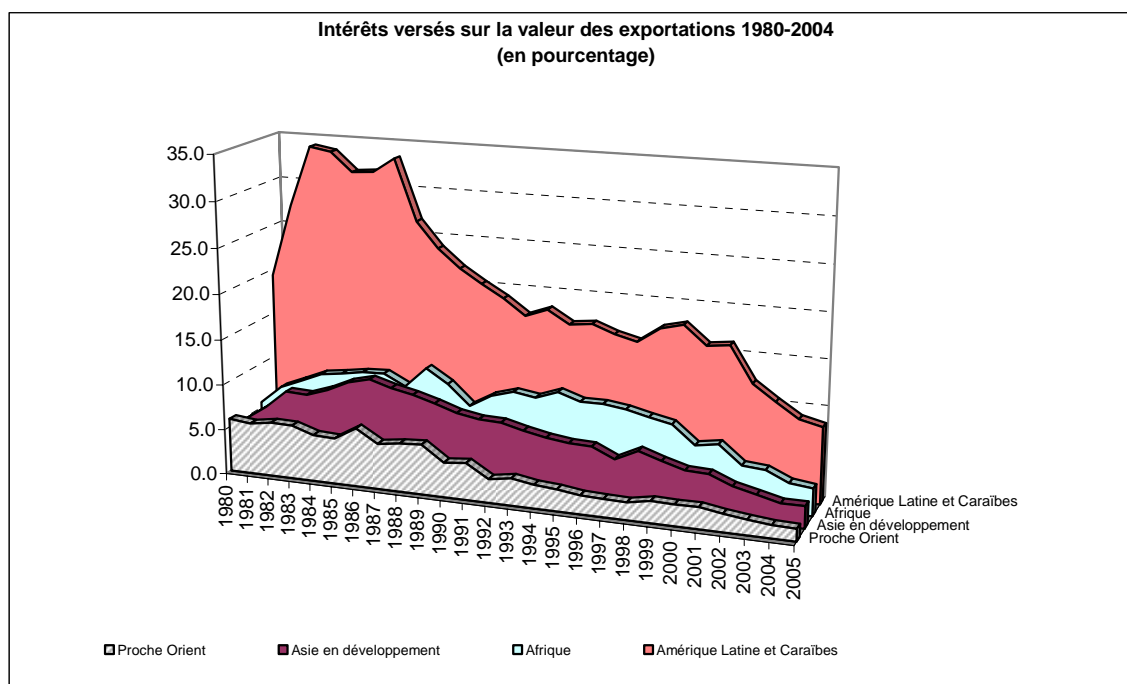
Source: CNUCED, *Foreign Direct Investment Database* 2005.

Graphique 4



Source: FAO/RLC à partir de chiffres du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.

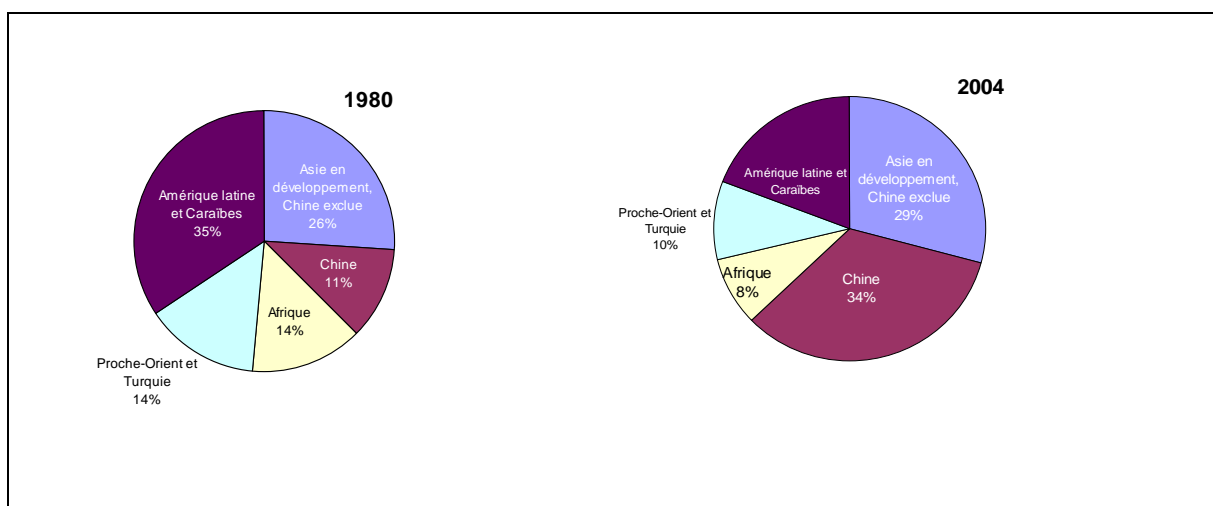
Graphique 5



Source: FAO/RLC à partir de chiffres du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.

Graphique 6

Contribution au PIB* des pays en développement**

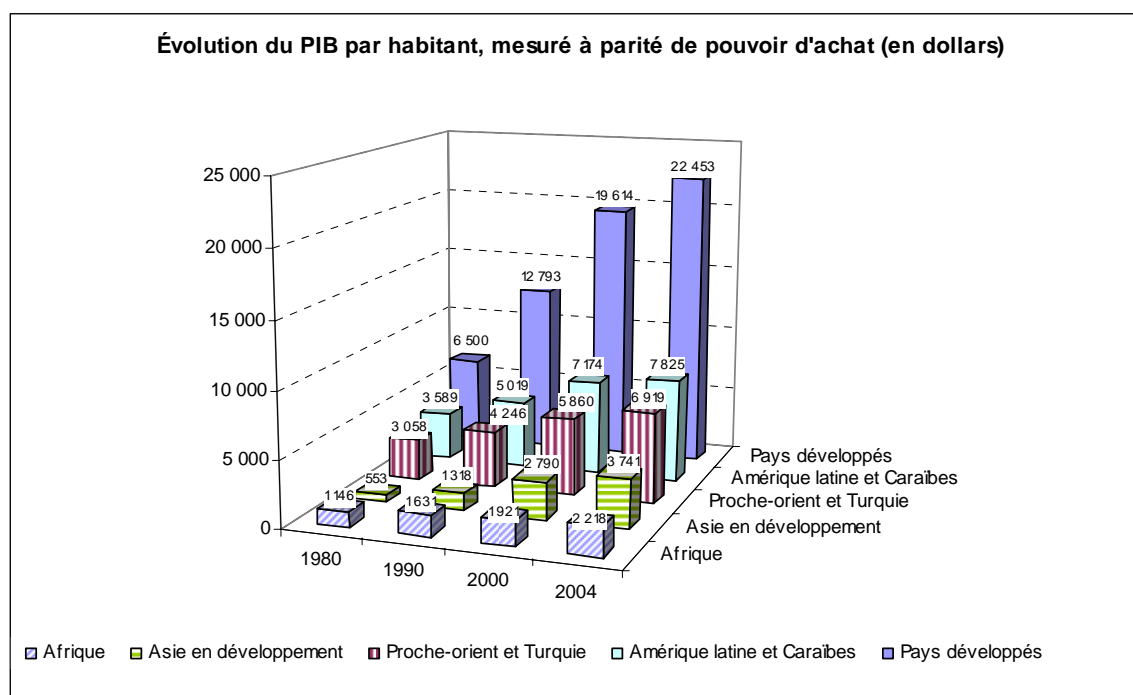


Source: FAO/RLC à partir de chiffres du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.

* PIB mesuré à parité de pouvoir d'achat.

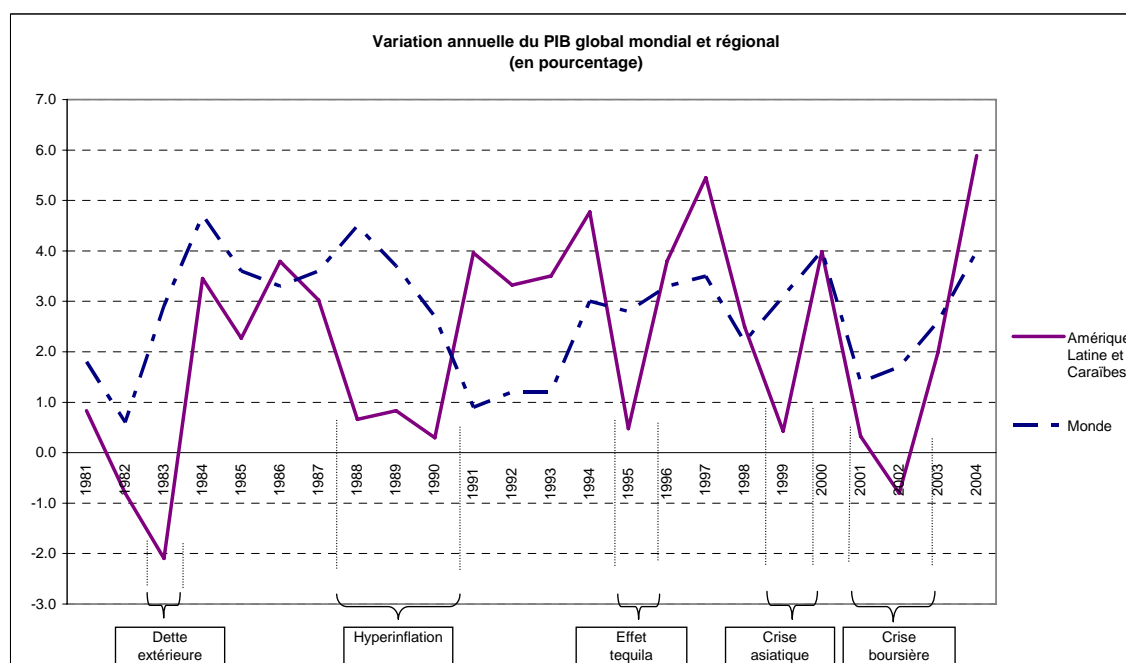
** La contribution des pays en développement au PIB mondial était de 28 pour cent en 1980 et de 30 pour cent en 2004.

Graphique 7



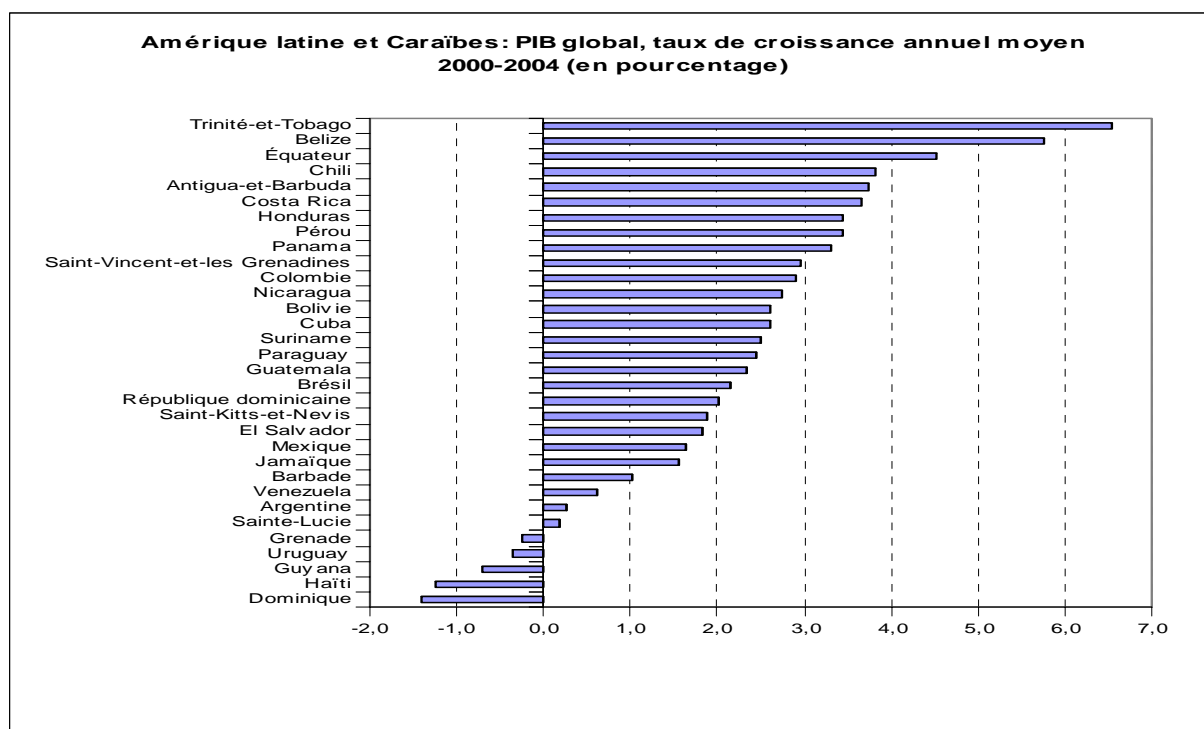
Source: FAO/RLC à partir de chiffres du FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.
 PPP: Parité de pouvoir d'achat, sigle issu de l'anglais *purchasing power parit*.

Graphique 8



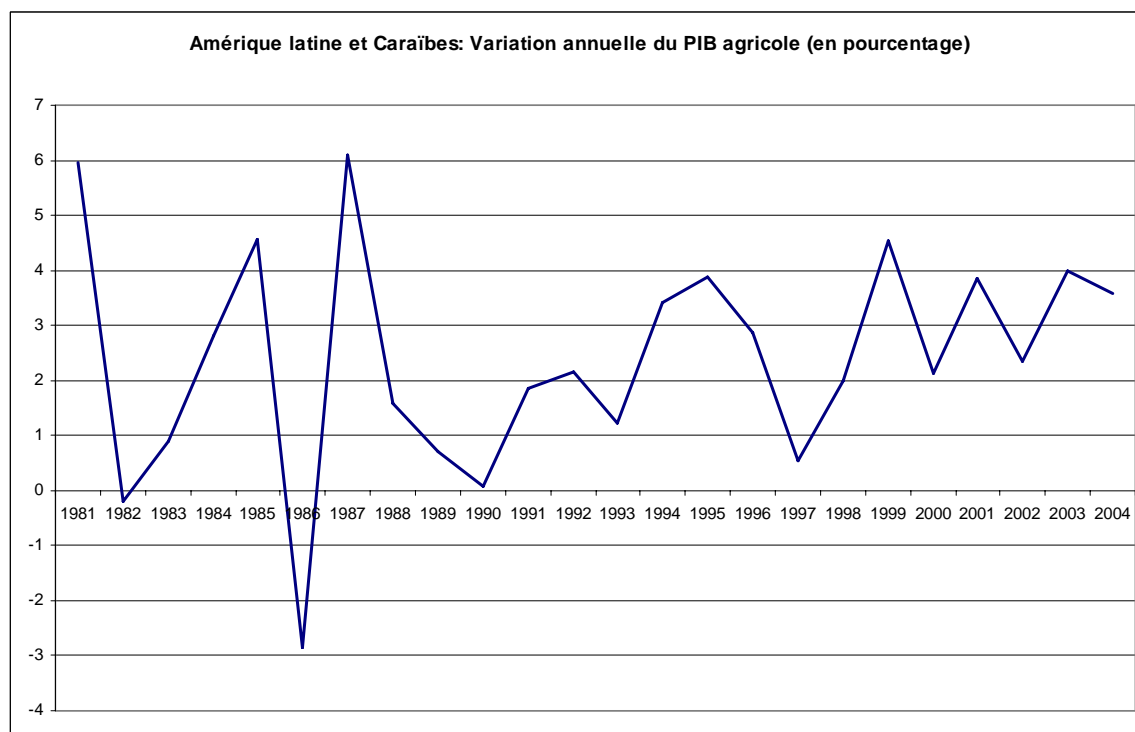
Source: PIB mondial: FMI, *World Economic Outlook*, septembre 2005.
 PIB régional: CEPALC, 2005.

Graphique 9



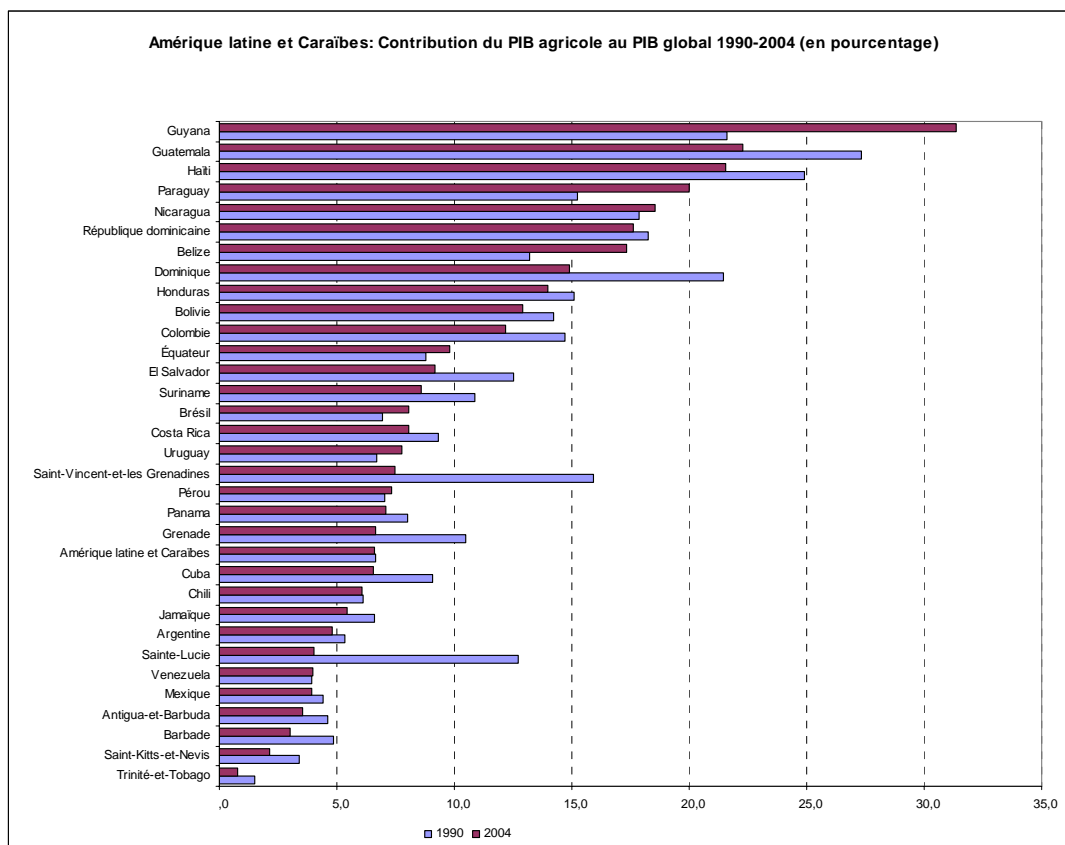
Source: FAO/RLC à partir de chiffres de la CEPALC, 2005. Série non disponible pour les Bahamas

Graphique 10



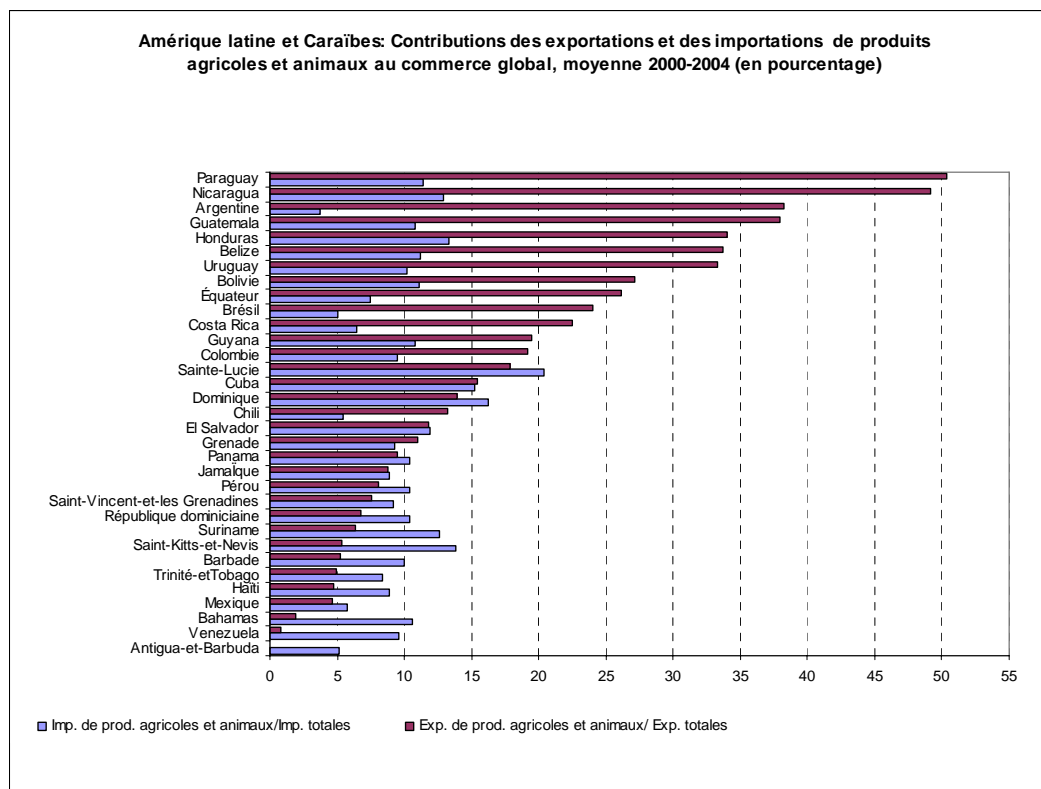
Source: CEPALC, 2005.
PIB évalué aux prix constants de 2000.

Graphique 11



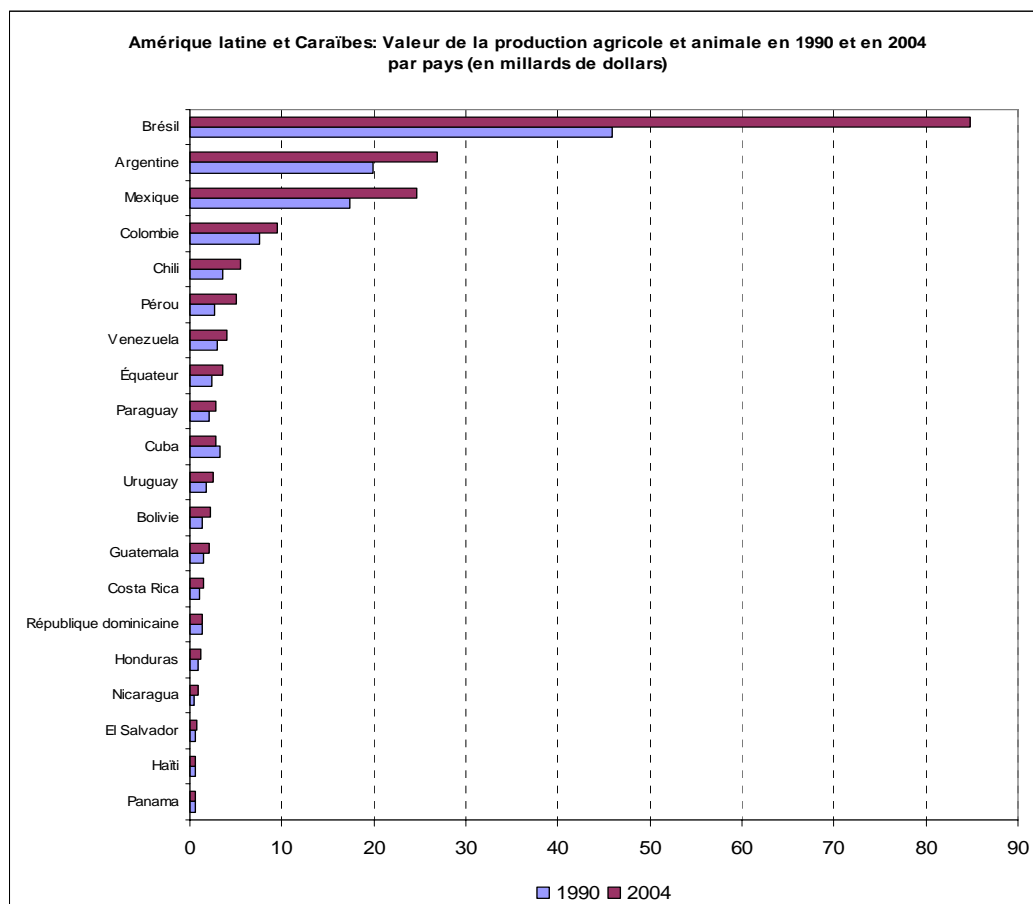
Source: FAO/RLC à partir de chiffres de la CEPALC, 2005
 PIB évalué aux prix constants de 2000. Série non disponible pour les Bahamas.

Graphique 12



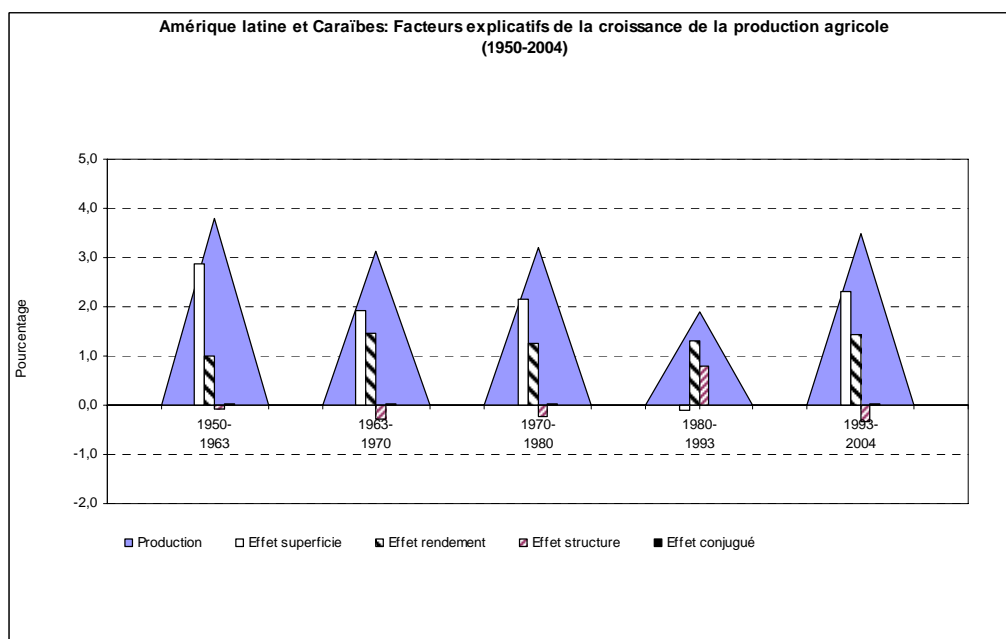
Source: FAO/RLC à partir de chiffres de l'OMC, *Database Statistics* 2005, et de FAOSTAT

Graphique 13



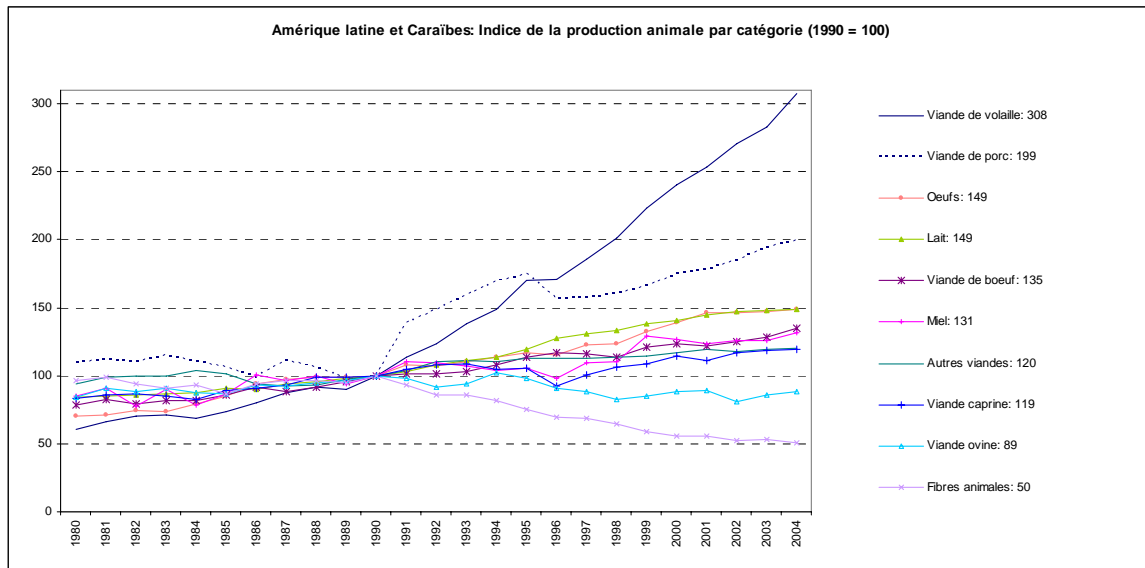
Source: FAOSTAT

Graphique 14



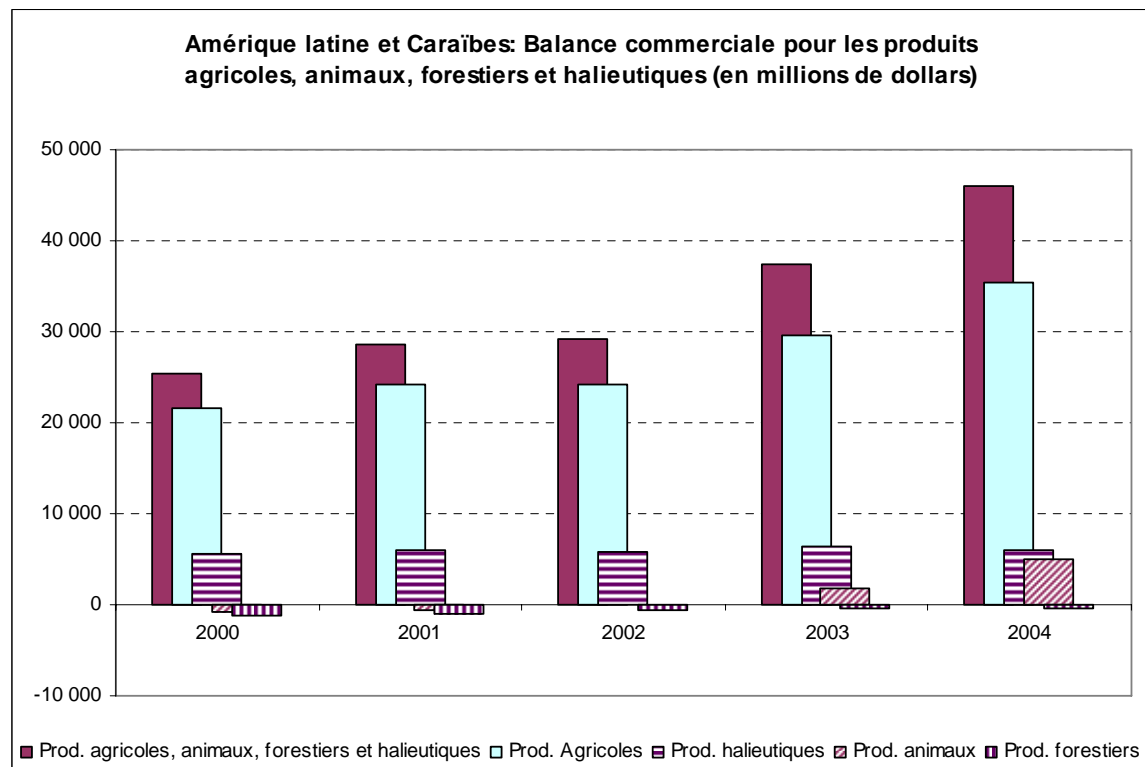
Source: FAO/RLC à partir de chiffres FAOSTAT.

Graphique 15



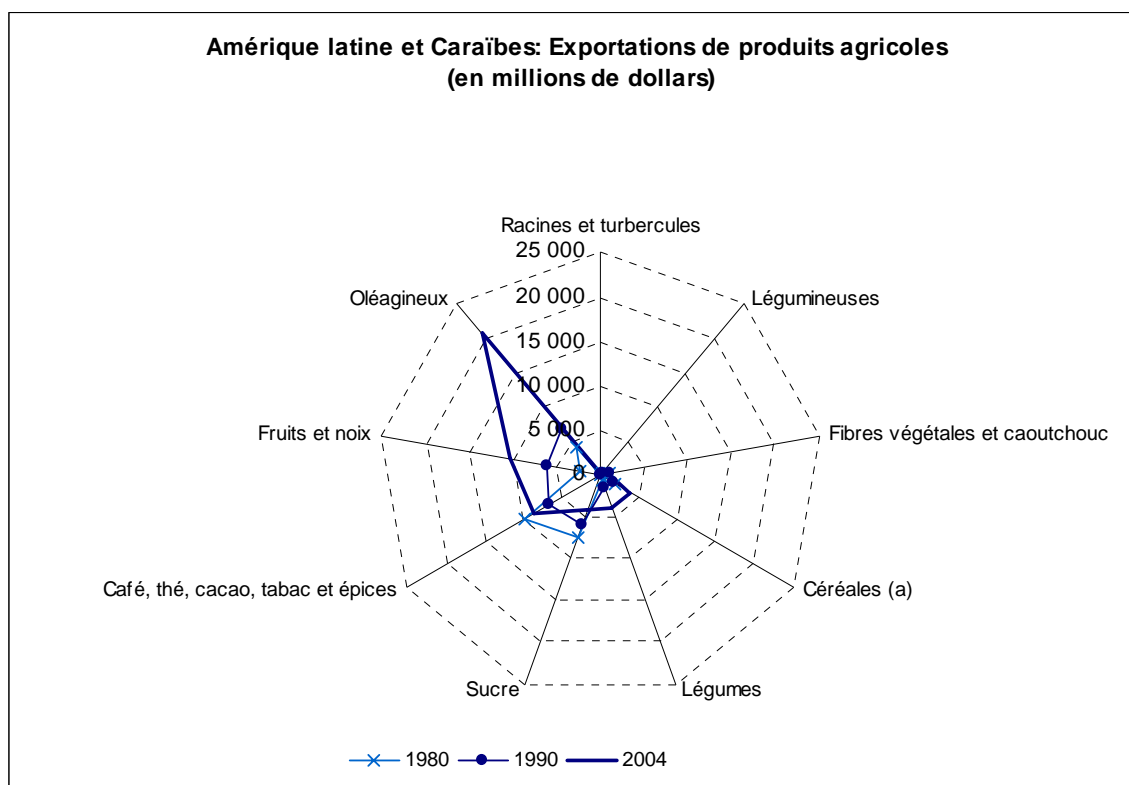
Source: FAO/RLC à partir de chiffres FAOSTAT.

Graphique 16



Source: FAO/RLC à partir de chiffres FAOSTAT et FISHSTAT Plus.
Le bilan 2004 du secteur halieutique est fondé sur des estimations provisoires.

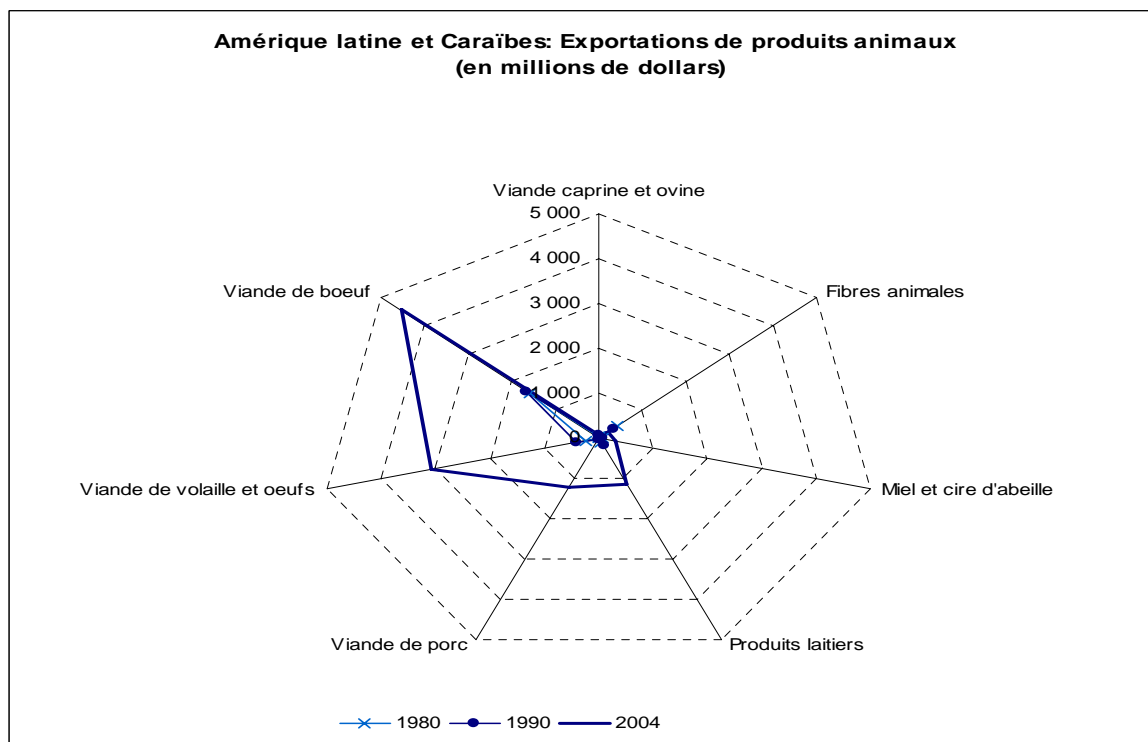
Graphique 17



Source: FAOSTAT.

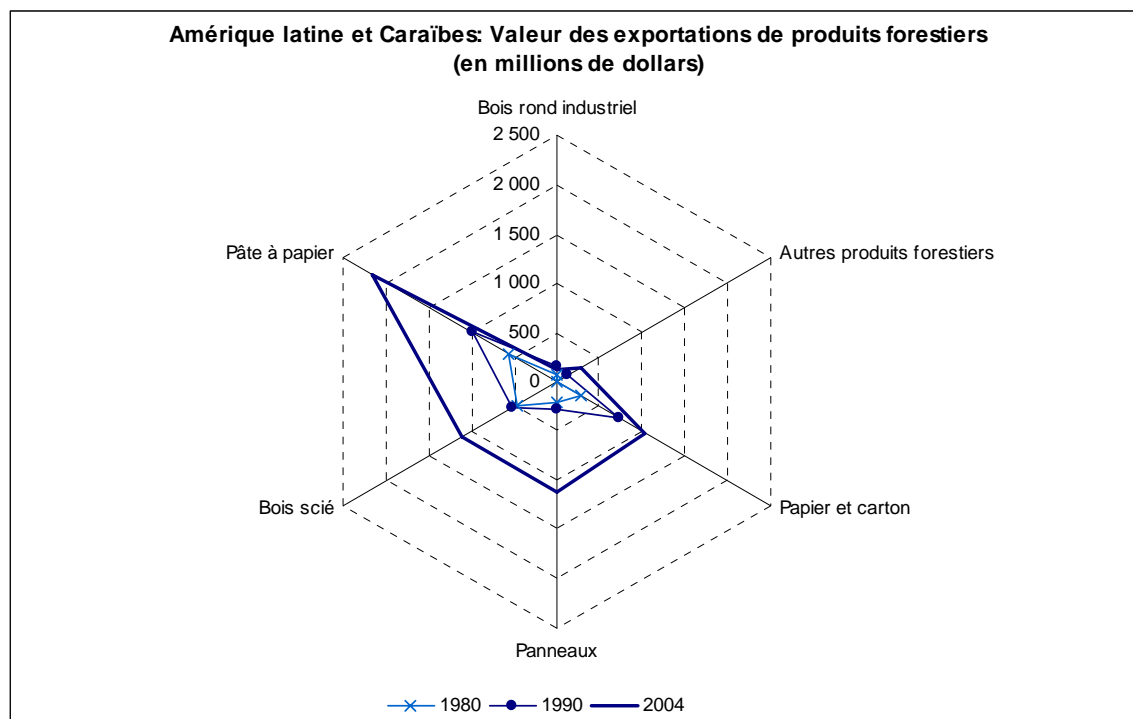
(a) Y compris les exportations de céréales et de farine de blé, à l'exclusion des autres farines ou des produits transformés.

Graphique 18



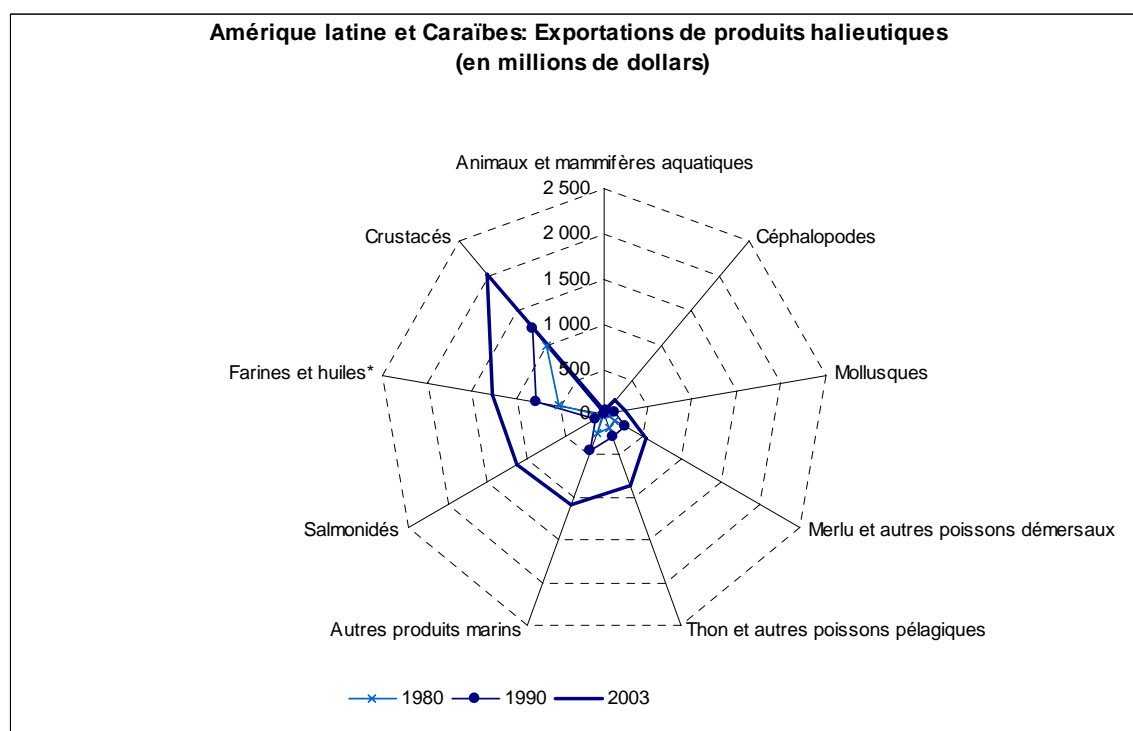
Source: FAOSTAT.

Graphique 19



Source: FAOSTAT.

Graphique 20



Source: FISHSTAT plus.

* La farine de poisson est produite principalement à partir de petits poissons pélagiques (anchois).